

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Les jeux olympiques

Des jeux olympiques sont annoncés pour le mois de mai.

Voilà de quoi régaler le peuple et le faire faire : les Elections, les Jeux.

Néron nous aurait gratifiés, en plus, de distributions de blé et d'huile, la manifestation de la volonté du peuple étant elle, restreinte et limitée à la seule faculté d'accorder la vie ou la mort aux acteurs des jeux (!) (gladiateurs, martyrs, etc.).

Poincaré, en plus de ses « décrets économies », rempli qu'il est de sollicitude pour son belant troupeau, va-t-il imiter l'Auguste Empereur ? C'est peut-être dans ce but qu'il aura débarqué Chérone.

À ce sujet, je me permettrai une petite suggestion. Pourquoi M. Poincaré-Economies ne ferait-il pas descendre dans l'arène MM. les députés ? De même que pour les antiques figurants romains de ces nobles réjouissances, le peuple déclera de leur vie ou de leur mort, également insignifiantes. Mais ceci est une diversion et, quoique donnée d'une façon tout à fait désintéressée, cette idée ne fera pas comme celui à qui je l'offre, elle ne fera pas... son chemin.

Me croyant bon par nature, je juge les autres de même — souvent il m'en coûte cher d'être rappelé à la réalité. Aussi, y ayant réfugié, l'espérance seul de voir Poincaré imiter Néron — quant aux distributions de vivres — m'oblige à avouer que je déraisonne.

N'en conviendras-je pas que MM. les conseillers municipaux de Paris m'y obligeraient. En effet, dans leur séance du 2 avril, M. Michel Missoffe ne déclare-t-il pas qu'il « arrivera forcément pour la population parisienne une immense gêne, quoi qu'on fasse, du fait de l'afflux d'étrangers et de provinciaux qu'on peut évaluer à cent mille ».

Comme c'est heureux à nous, Parisiens, de recevoir ces bâties gracie auxquelles nous subirons une « immense gêne ». Avec leur pognon ils nous videront de notre chambre à la semaine, ils nous affameront, ces chers visiteurs qu'une publicité variée et extrêmement couteuse va racoler dans tous les coins où il existe des imbéciles admirateurs de brutes, des crétins pour s'extasier sur ce qu'il y a de bestial chez l'homme, ses muscles et non sur ce qui est beau et supérieur, son génie.

« Les Jeux Olympiques cette année, c'est une calamité », dit un autre conseiller, M. Luquet.

Pauvres de nous. Enfin nous sommes prévenus charitalement, et un homme prévenu en vaut deux. Ainsi doublé, chacun de nous pourra peut-être aviser à parer cette « calamité ».

Les sportifs, pour lesquels je n'avais que peu de sympathie, me sont maintenant nettement antipathiques. Les sportifs et les sportsmen, ceux qui développent leurs forces physiques aux dépens de leurs facultés intellectuelles et ceux qui les admirent, sont tous également importants — c'est le moins qu'on en puisse dire — dès l'instant qu'ils viennent aggraver, par leurs clowneries, les difficultés de la vie déjà trop nombreuses pour les prolétaires.

Pour satisfaire leurs goûts de brutes, combien d'enfants, combien de vieillards ne pourront pas même, de par leur faute, satisfaire leur faim, une augmentation sérieuse du coût de la vie étant encore officiellement prévue. On sortait d'en prendre !

Mais qu'est-ce que ça peut faire ? Il faut bien mériter notre renommée d'hospitalité et puis il y a les profits des commerçants qui ne sont pas à mépriser ! C'est ça qui va donner une impulsion aux commerces de luxe et augmenter la consommation d'alcool (grandes et petites manifestations sportives déboulent chez le bistro et s'y terminent toujours).

Ce n'est pas partialité, tenez, voici ce que dit M. Téneuve, conseiller municipal : « Quand les épreuves olympiques seront terminées — car enfin il faut bien le dire — tous ces travaux de transports, de viabilité, profiteront, après les épreuves, aux propriétaires du stade de Colombes qui ne manqueront pas de tirer profit des travaux que nous exécutons aux frais du Département. » Aux frais du Département, c'est-à-dire à nos frais. C'est franc, ça : c'est catégorique.

Directement ou indirectement, de toutes les façons, il n'y a pas à s'y soustraire, nous devons enrichir tous les gros — ceux du pouvoir et leurs protégés qui sont en même temps leurs soutiens.

Le peuple de Paris saura gré aux organisateurs des Olympiades pour la sollicitude qu'ils mettent à nous apporter des distractions et, pour que ce soit mieux une prochaine fois, j'espére qu'il enverra siéger au Conseil municipal les athlètes au front bas (voyez leurs portraits) qui auront manifesté le plus leur supériorité... musculaire.

J. H.

URGENTE RÉUNION

Demain jeudi, à 20 h. 30, Maison Communale, 49, rue Bretagne (petite salle du bas), réunion des camarades anarchistes de la banlieue parisienne (département de la Seine).

Dernières mesures à prendre pour l'organisation de la propagande antiparlementaire dans le quatrième secteur.

Venez très nombreux, les camarades.

UN TAMPONNEMENT sur la ligne Paris-Bordeaux

Le rapide Paris-Bordeaux a tamponné, à Saint-Saviol, près de Poitiers, un train de marchandises. La locomotive du train tamponneur et cinq wagons ont été renversés sur les voies. Le mécanicien du train tamponneur a été tué sur le coup. Il y a de nombreux blessés dans le personnel et parmi les voyageurs.

L'accident s'est produit dans la nuit du 14 vers 1 h. 30 du matin. Le trafic a été pendant un bon moment interrompu.

UNE VIE EN DANGER

Sauvons Jean-Baptiste Acher

Bien que la presse ne l'ait pas encore publié, nous savons positivement aujourd'hui l'intention de rendre effective la peine de mort prononcée contre J.-B. Acher par le tribunal de Barcelone.

Bientôt, très probablement, les rotatives annonceront cette monstruosité de la civilisation moderne. Qui sait s'il ne sera pas trop tard pour sauver la vie du Poète lorsque cette fatale détermination sera rendue publique !

Nous voudrions nous tromper ; nous éprouverions une immense satisfaction si les rumeurs qui arrivent jusqu'à nous ne se confirmaient pas. Quelle joie pour les coeurs pleins de bonté ! Quel plaisir pour les âmes nobles si cette nouvelle était fausse ! Mais nous craignons, nous craignons beaucoup : les informations que nous recevons d'Espagne nous font trembler pour la vie d'Acher.

Si d'ici vendredi une mesure de grâce n'est pas intervenue, à la fin de cette semaine Acher ne sera plus. C'est pour cela que nous nous efforçons de rendre publiques nos inquiétudes, avant de voir une jeune vie prisonnière, une âme de poète s'éteindre sur l'odieux poteau d'exécution.

Si la peine capitale contre un criminel est odieuse, antihumaine, crueille et barbare, elle l'est encore beaucoup plus contre un innocent, contre un homme qui n'a pas accompli l'acte pour lequel on l'envoie à la mort.

J.-B. Acher fut jugé et condamné à Barcelone à une époque pendant laquelle la passion s'était substituée à la raison.

Quand la lutte sociale à Barcelone était en sa période la plus aiguë ; quand les deux facteurs en présence : capital et travail se battaient à mort ; quand les passions humaines étaient les plus déchaînées, les classes sociales plus séparées ; c'est à ce moment qu'un jury composé de bourgeois sottement, tout à fait partial, dans ces moments passionnés, jugea sans preuves, sans faits, sans dates probantes et sans aucun témoin, contre l'accusé, et prononça la sentence de mort contre Jean-Baptiste Acher, plus connu comme artiste sous le nom de Shum.

Si c'est vrai, comme l'affirment les psychologues éminents, qu'entre les passions et la folie, il n'y a aucune séparation, nous devons déduire des faits et circonstances du procès du Poète, que le jugement qui l'envoie au poteau d'exécution fut une injustice, parce que ni le ministère public, ni le jury ne se basèrent pour émettre ce verdict sur la raison, la vérité ou l'impartialité qui devraient caractériser tout juge qui pourrait avoir une conscience droite. Ce fut tout l'odieux d'un jugement de classe qui prédomina par-dessus tout sentiment d'humanité ou de raison ; ce fut l'idée de condamner de propos délibéré qui triompha par-dessus tout principe d'équité ou de justice.

Dans une autre époque, moins passionnées, d'impartialité, les hommes désignés pour le juger ne l'auraient pas condamné pour un fait sans preuves. Mais — hélas ! avec le concours assuré de :

Vautour n'expulse plus comme il veut...

Nos lecteurs sont au courant des tentatives d'expulsion dont est victime depuis quelque temps Mme Pariel, mère de dix enfants, qui habite un modeste logement au 16 de la rue Gauthney.

Rappelons brièvement les faits : Mme Pariel habite depuis vingt-cinq ans le même appartement dont elle a toujours scrupuleusement payé le loyer même augmenté et dont elle a fait un foyer calme et propre. Or, cet immeuble a été vendu à un certain Paget qui cumulait, jusqu'à ces derniers temps, les fonctions de marchand de parapluies et de garde républicain. Celui-ci obtint du juge de paix que congé fut donné à la veuve, parce qu'il avait besoin, assurait-il, du logement « pour son usage personnel ».

Ainsi la pauvre femme allait être expulsée et jetée sur le pavé... Mais la Solidarité des Locataires ne l'entendait pas ainsi de même que tous les gens de cœur. Et ces temps derniers, lorsque les huissiers voulaient accomplit leur triste besogne, ils se heurtèrent à un barrage de braves gens décidés à défendre la pauvre femme et les huissiers devant s'en retourner brouillés.

Hier matin, à 8 heures, en prévision d'une expulsion à main armée, — deux cents agents auraient été requis à cet effet — une force de 600 personnes se pressait devant la maison. Les manifestants, membres pour la plupart de la Fédération des Locataires, étaient décidés à s'opposer, siut-ce par la force, à l'expulsion de la locataire. Mais ils n'eurent pas, une fois encore, à entrer dans l'action véritablement « directe », car un nouveau sursis fut accordé à la veuve.

Les complices du « cipal » se sont dégonflés encore une fois. Car, rappelons que voilà trois semaines bientôt que, tous les matins, « du lever au couche du soleil », nombre de ses membres ont veillé sur le 16 de la rue Gauthney, où un calicot blanc indiquait aux passants les motifs du litige.

Voilà un bel exemple de solidarité.

NOTRE CONCOURS-ENQUETE

Le Politicien le plus méprisable ?

Le Parti le plus dangereux ?

sûrement qu'on en rotera autant qu'avant lorsqu'il aura dégommé la timbale !

Maintenant passons si vous l'avez à la deuxième catastrophe : « Le Parti le plus dangereux ». — *Bigre ! ça vous fait friser dans les andouilles, le meilleur parti, ça serait celui d'ermes ma g...., je n'peux pas un politicien qui puisse mériter l'estime de hommes ; ça, ça les regarde, moi j'ai promis à mon vieux Li' de lui prêter mon concours et ma plume. J'vous dirai qu'il y a des rigolos partout, même dans les partis, entre eux y soutiennent leurs partis, y disent que les partis c'est la force des hommes ; quand y a pas d'partis y a plus d'hommes ; ça, ça les regardent, moi j'ai jamais pu m'y faire. D'ailleurs j'suis venu au monde sans parti, voyez les femmes, si elles avaient des partis ça vrait beau coup mieux.*

Dangereux ? Ils le sont tous ! Exemple : promenez-vous un jour de 1^{er} mai 1920-1921 et la suite — la tête des bouteils — sur un boulevard Magenta, vous sentirez sur votre crâne d'électeur conscient s'abattre une demi-douzaine de coups de matraque (ça c'est d'ordre nationalisme intérieur bloqué). Un certain jour, 11 janvier 1924, vous allez faire un tour à la Grange-aux-Belles. Bon ! vous rentrez chez vous avec un ou deux pruneaux dans la peau (ça c'est du plus pur bolchevisme). Vous allez chez l'épicier, et vous trouvez que c'est cher, vous vous enquerrez avec le piaff qui veut vous fourrer son sucre une thune, par colère vous lui mettez son sucre dans la poire, arrive un flic qui vous embarque. Apothéose... vous vous retrouvez au dépôt (parti conservateur des prisons), etc., etc.

C'est pourquoi je me dis, me faire casser la queue par ceux-ci ou ceux-là, c'est du kiffard ; le mieux serait qu'on leur la leur casse avant qu'ils nous la cassent, si on ne veut pas tomber sur un bec de gâz.

Le parti le plus méprisable, c'est... c'est LE BLOC DES GAUCHES ! Ah ! puis à la fin j'en ai marre. Je m'en vais me taper mon escalope, en attendant les alouettes électorales !

NENESSE LE PLOMBARD.

Vive la libre maternité !

Epinal, 15 avril. — Une grave affaire d'avortement vient d'être découverte à Epinal. Une enquête minutieuse s'est terminée par l'arrestation de trois jeunes filles, inculpées de manœuvres abortives. Un jeune homme a été également appréhendé. D'autres arrestations suivraient. — (Radio)

Pense-t-on par ces arrestations imbéciles et odieuses mettre fin à tout jamais à l'avortement ?

Non ! on ne le pense pas en haut lieu, car on sait que, par année, plus de deux millions de femmes se livrent à des manœuvres abortives.

Aussi, plutôt que d'emprisonner quelques malheureuses peu changées, on ferait mieux et on agirait plus humainement en légalisant l'avortement.

Un sauverait ainsi de la mort de pauvres êtres qui n'ont d'autres ressources souvent pour se faire avorter que de se livrer aux mains inexpérées et sales de quelques maritornes.

L'ASSASSINAT DE PHILIPPE DAUDET

L'instruction va-t-elle se déclarer incomptente ?

Depuis quelque temps, le silence s'est fait autour de l'assassinat de Philippe Daudet. L'instruction, impuissante ou paralysée, n'a pas eu le courage de faire la lumière sur ce douloureux mystère.

Depuis quinze jours, le juge se tenait coi, n'appelant aucun témoin, ayant suspendu toute recherche. Aujourd'hui, l'instruction se déroba définitivement et annonce que le dossier va être communiqué au procureur de la République pour que l'affaire soit déclarée close et qu'un non-lieu soit rendu prochainement.

La, une note humoristique vient faire tache dans le drame : Léon Daudet devra payer 25.000 francs de frais si le non-lieu est prononcé. La réparation du taxiauto du chauffeur Bajot, démonté, « disséqué », peut-on dire, par les experts de l'identité judiciaire, a coûté 4.000 francs ; les frais d'enquête d'un brigadier de la police judiciaire à Montauban s'élèvent à 900 francs ; les trois médecins commis pour l'autopsie ont présenté une facture de 650 francs ; le voyage d'un inspecteur au Havre se chiffre à 600 francs ; une trentaine de témoins ont été mis à contribution pour l'affaire de huit francs, etc., etc.

Pendant ce temps, les assassins doivent « jubiler ». Sûrs de l'impunité, ils triomphent.

Mais une chose reste certaine, c'est que, quoi que fasse l'instruction, nous n'en conserverons pas moins à combattre pour plus de lumière et à dénoncer les miséries qui ont lâchement tué notre pauvre petit ami, le jeune anarchiste Philippe Daudet.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La conférence anglo-russe a tenu lundi dernier sa première séance au Foreign-Office de Londres. Après les préséances, M. Mac Donald, le premier ministre anglais, a invité ses hôtes à un déjeuner à son hôtel particulier, car tous les travaux diplomatiques débutent toujours par des banquets. C'est le populo qui paye.

Cependant que le gouvernement anglais traite avec le gouvernement russe, la police de Scotland Yard, c'est-à-dire la Sûreté, travaille, elle aussi, et lors d'un meeting communiste, deux agents de la police secrète furent découverts sous l'estrade.

L'incident aurait pu n'avoir aucune suite, mais M. Lansbury, député socialiste, demanda au ministre de l'intérieur, le citoyen Henderson, la raison de cette surveillance et celui-ci répondit, sous les applaudissements de la droite :

« Le parti communiste, en tant que tel, n'est pas illégal, mais la politique ouverte déclarée de certains de ses leaders, si elle était appliquée par les méthodes proposées, entraînerait des violations des lois établies en Angleterre. Par conséquent, une certaine vigilance de la police s'impose si elle doit faire son devoir envers le reste de la communauté. »

Il n'est de dire que les travailleurs ont trouvé toute naturelle l'explication fournie par le ministre et qu'ils continueront par la suite à voter pour le gouvernement ouvrier.

Les communistes auraient bien tort de se plaindre des procédures employées par la police travailleuse alors que la Tchéka ne fait pas mieux en Russie.

Nous avons donc bien raison de dire que tous les gouvernements se valent et que les hommes ne seront réellement heureux que lorsque l'on aura détruit toute l'organisation étatique.

**

En Allemagne, la propagande nationaliste redouble d'intensité en prévision des prochaines élections.

La politique française de Poincaré est bien faite pour réveiller l'esprit chauvin, et une nouvelle association vient de se former de l'autre côté du Rhin.

Cette société d'anciens combattants a pris le nom de « Casque d'acier » et fait entre autres une sérieuse propagande antisémite.

Voici, d'après le journal socialiste « Vorwärts », le sermon que l'on fait prêter à ceux qui veulent s'affilier à cette association :

« Je jure que je n'ai pas dans les veines une goutte de sang juif, et que je ne compte pas de juifs dans ma parenté. »

N'est-il pas terrible de songer qu'au vingtième siècle de telles méthodes soient encore employées ?

La Russie a réussi à éteindre cette lutte contre les juifs, lutte qui permettait au capitalisme d'exploiter honteusement la classe ouvrière, et de faire porter sur une infime portion de la population, le poids de ses crimes.

Alors-nous dans un pays moderne comme l'Allemagne, assister dans l'avenir au spectacle douloureux des pogroms et des assassinats organisés.

Espérons que le prolétariat allemand ne se laissera pas prendre par cette manœuvre, et qu'il continuera à lutter contre tous les capitalistes, qu'ils soient juifs ou chrétiens, mais qu'ils dépendront avec la même énergie tous ses frères, quelle que soient leurs religions ou leurs idées.

J. C.

RUSSIE

POUR LUTTER CONTRE LA PESTE

Moscou, 15 avril. — Le commissaire du peuple pour l'hygiène a demandé des crédits de 250.000 roubles-or et la mobilisation de tous les docteurs de Russie pour mener une campagne contre la peste, dont les effets se font sentir de plus en plus dans la région du Volga et menacent de s'étendre dans tout le Caucase.

LA QUESTION DE LA BESSARABIE

La Russie ne veut pas la guerre

Riga, 15 avril. — Un télégramme de Pétrrogard annonce que Zinovief, parlant de la question de la Bessarabie, a déclaré :

« Je suis à même de dire, au nom de la Russie des Soviets, qu'il n'est pas dans les intentions du gouvernement de Moscou de

faire la guerre pour la possession de la Bessarabie, bien que la Russie possède une puissance suffisante pour la faire. Nous ne désirons pas la guerre et n'agirons par les armes que si nous ne pouvons faire autrement. De toute façon, la Russie est prête à toute éventualité, et ceux qui nous attaqueront se rendront compte que le peuple russe est armé de pied en cap. » (Radio.)

ANGLETERRE

LES GREVISTES DE SOUTHAMPTON REPRENnENT LE TRAVAIL

Londres, 15 avril. — Les grévistes des chantiers de constructions maritimes de Southampton ont décidé de reprendre le travail, à condition qu'une conférence ait lieu immédiatement avec les patrons sur la question de l'uniformité des salaires entre les ouvriers de Londres et ceux de Southampton. Il faut donc s'attendre à ce que les patrons prononcent la fin du lock-out. Cependant, le travail ne pourra pas être repris avant mardi de la semaine prochaine, puisque, à l'occasion de fêtes de Pâques, en Angleterre, presque toutes les corporations cesseront le travail le vendredi 17, au soir, pour ne le reprendre que le 22, au matin. — (Radio.)

ALLEMAGNE

DEMISESSION DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Berlin, 15 avril. — Le Dr Emminger, ministre de la Justice, a remis aujourd'hui sa démission au chancelier Marx, qui l'a acceptée. M. Joel a été chargé d'assurer l'intérim du ministère de la Justice jusqu'à la formation du cabinet qui sera constitué après les prochaines élections.

Querelle de politiciens...

L'ACCEPTATION DES RAPPORTS DES EXPERTS

Berlin, 15 avril. — Une note officielle confirme, ce soir, que, d'accord avec les présidents des Etats confédérés, le gouvernement de Berlin a décidé de répondre à la Commission des Réparations qu'il accepte les conclusions des Comités d'experts. — (Radio.)

SECOUSSES SISMIQUES

Berlin, 15 avril. — L'Observatoire de Hambourg a enregistré, cet après-midi, pendant trois heures consécutives, des secousses sismiques, dont le centre paraissait se trouver à 9.500 kilomètres.

EXPLOIT DE VAUTOUR

Localaires, défendons-nous

Un certain Presle, vague architecte et exerçant la profession enviable de gérant, vient de jouer un tour fameux aux locataires de l'immeuble sis 150, faubourg Saint-Antoine. Sans prévention aucune, ce triste sire veut augmenter, dans les proportions minimales de 75 % à 110 %, les loyers de malheureux bourgeois qui ont déjà beaucoup de peine à joindre les deux bouts.

Le 8 avril, une pauvre femme de 71 ans, qui n'avait pu régler le jour fixé, avant midi, se voyait contrainte, malgré son grand âge, d'aller supplier l'huisser de ne pas instrumenter. Cé dernier fut sensible une fois n'est pas coutume.

Nous fûmes étonnés que le 8 avril, au matin, aucune quittance n'était arrivée (mythe et corde à nœuds). Nous pensions que quelque chose était changé : hélas ! trois fois hélas ! l'autre matin, 13 avril, un peulet suggestif nous annonçait que nous aurions à payer les augmentations sus indiquées.

Un petit conseil, en passant, à ce tyranne : il y a des potences qui, malgré leur âge séculaire, ne sont pas trop fatiguées. Et comme il sied à un homme de cette envergure, les locataires de l'immeuble menacé par le vautour lui ont dédié une belle cravate de chanvre.

Locataires, ne vous laissez pas augmenter, défendez-vous, organisez-vous ! — Pour le Soviet de l'immeuble : R. DEDIEU.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 16 AVRIL 1924. — N° 10.

FUMÉE

par Yvan TOURGUENIEFF

La branche dont nous avons à nous occuper se composait du mari, de la femme et de cinq enfants. Elle végétait non loin de la « place des Chiens », dans une maisonnette en bois à un étage, avec un perron sur la rue peint de deux couleurs, avec des lions veris au-dessus de la porte et d'autres fantaisies de gentilhomme ; mais c'est à grand peine qu'elle liait les deux bouts de l'année, prenant à crédit chez l'épicier, se passant souvent l'hiver de bois et de chandelle. Le prince était d'un caractère mou et fornifié ; autrefois, dans sa jeunesse, il avait passé pour un dandy, un élégant ; à présent il était complètement affaissé ; moins par considération pour son nom que par égard pour sa femme, ex-démoiselle d'honneur, on l'avait doté d'une sénèche ; il ne se mêlait d'ailleurs de rien et tuait le temps, en robe de chambre, à fumer en poussant des soupirs. La princesse était une femme malade, chagrine, exclusivement occupée des détails du ménage, du placement de ses enfants dans des établissements de l'Etat et de la conservation de ses relations pétrobourgeoises ; jamais elle n'avait pu se résigner à sa position et à son éloignement de la cour. Le père de Litvinoff avait fait la connaissance des Ossinines quand il habitait Moscou ; il fut à même de

En lisant les autres...

A secours d'Acher

Notre appel en faveur d'Acher, « le Poète », n'aura pas été vain, puisque M. Victor Snell, dans la Lanterne, vient joindre ses protestations aux nôtres et s'indigner contre l'ignominie du soudard Primo de Rivera :

« M. le général Primo de Rivera, dictateur d'Espagne, se dispose parallèlement à faire exécuter un « révolutionnaire » nommé Acher, qui gardait depuis des mois en prison. La chose doit avoir lieu vendredi, avec le concours, naturellement, de l'Armée et du Clergé. Se passera-t-elle sans qu'une intervention française ait marqué au moins le désir de l'empêcher et l'indignation qui le suivrait ? »

Le roi Alphonse XIII a encore ses bottes maculées du sang de Ferrer. Quel qu'il ait été son souci de les rendre nettes, il n'a pu y réussir, et il mourra avec cette souillure, car en pareille matière, ce qui est fait est fait. Mais précisément parce qu'on sait qu'il a regretté ce crime, que des conseillers infâmes lui firent commettre, on s'étonne que ce Rivera veuille encore aujourd'hui « en remettre la », tout en travaillant aussi pour son compte.

Ce militaire bouffi est déjà ridicule : il veut donc être odeur ?

Il y a quelques jours, M. Poincaré télégraphiait aux Soviétiques pour prévenir un assassinat politique à forme judiciaire — c'est l'usage qu'en est sur le point de commettre. Il a bien fait, M. Poincaré, et il n'est personne qui n'applaît à son initiative. Mais pourquoi donc n'intervient-il pas, maintenant, en faveur d'Acher ? Madrid est plus près de Paris que Paris, et il y a un ambassadeur d'Espagne disposé à transmettre à son gouvernement toutes les communications, officielles ou officieuses, qu'on lui ferait. Faut-il penser que M. Poincaré, de la part du général de Rivera, ce qu'il reproche aux Soviétiques, et que, tout content de l'occasion qui s'offre, d'accueillir publiquement ceux qu'il n'est pas risqué de déplaire à celui-là ? Tchitchérine, qui manie volontiers l'ironie, ne va pas manquer de poser cette interrogation, et force est bien qu'en la pose aussi.

Il y a quelques jours, d'autre part, la Ligue des Droits de l'Homme et un certain nombre de personnalités importantes de France interviennent pour protester contre la déportation ordonnée, par ce même Rivera, du professeur Unamuno, innocent, naturellement, et universellement respecté. Il se peut que ma mémoire me serve mal, mais il me semble qu'Unamuno fut rangé en prison — pour dépit d'opinion — sans qu'on ait, à ce moment, songé à intervenir en sa faveur. Il n'importe, d'ailleurs, et mieux vaut tard que jamais. On a certes bien fait d'accueillir ce geste de solidarité intellectuelle : mais va-t-on laisser tuer l'autre sans rien dire, peut-être parce qu'il n'est pas professeur d'Universalité ?

Et voici que *Paris-Soir*, à son tour, élève la voix :

Depuis dix-huit mois, une condamnation à la peine capitale pèse sur le jeune révolutionnaire espagnol accusé d'avoir felonisé, à Barcelone, le jour de la fête des Sotomairos, à la date du 24 avril 1921, que les magistrats de la pénitence ibérique appelaient l'attentat sans limites ». On sait que les Sotomairos sont les organisations fascistes qui ont fait la fortune de M. Primo de Rivera. Pendant des mois, la Catalogne a été soumise par ces organisations à un véritable régime de terreur. Lorsqu'elles vont, l'heure célébrer leur pouvoir, un dochainement de colère les accueille. Au moment où elles s'apprêtent à délier une formidable explosion réduisit en miettes une automobile. Personne ne fut blessé, mais on arrêta un artiste de talent, suspect d'opinions anarchistes, M. Acher.

Malgré ses protestations d'innocence, on le condamna d'abord à trente ans de prison pour fabrication d'explosifs », puis à la peine de mort pour l'affaire de la fête des Sotomairos. Le jugement fut rendu au mois de novembre 1922. Il vient d'être confirmé par le tribunal suprême qui correspond à notre Cour de cassation.

Le Comité Pro-Acher, constitué à Paris, nous informe que la faveur du régime dictatorial de M. Primo de Rivera, il est question d'exécuter cette monstrueuse sentence. Il a été impossible d'établir la culpabilité de l'accusé. Tous les témoignages établissent au contraire, son innocence. Un mouvement d'opinion très net se manifeste en sa faveur de l'autre côté des Pyrénées. Contre le crime qui se prépare protestent des savants, des professeurs, des artistes. Mais on redoute que le « César de Carnaval » qui règne à Madrid ne tienne aucun compte du sentiment populaire et de l'attitude des élites.

Pour sauver Acher, l'intervention du monde civilisé s'impose.

Enfin, l'opinion s'émeut !

Les réflexions de M. Victor Snell frappent au point sensible. En effet, que font tous les intellectuels, Romain Rolland ou d'Anunzio, qui protestent tant bruyamment contre la déportation d'Unamuno ? Pourquoi n'associent-ils pas leurs protestations aux nôtres ? Est-ce simplement parce que

ce ne serait pas aujourd'hui un profitable moyen de publicité... comme dans le cas Unamuno ?

Le mensonge électoral

Dans le *Combat*, vaillant journal anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais, P.Thand lustige les politiciens et leurs dupes :

« Pour acheminer vers l'urne sacrée les troupeaux hésitants de volards, toujours les bergers ressassent les mêmes boniments : force, droit, souveraineté du peuple. Cuivres flamboyants, les fanfares hurlent de farouches « Internationales » rythmées par le pas moutonnier des masses saoules aptes aux holocaustes imbéciles... Et ces vers sublimes reviennent à chaque foire, après chaque boniment, soufflant les mânes de l'immortel Pottier :

« Il n'est pas de Pouvoir Suprême
Ni Dieu, Ni César, Ni Tribun... »

Moins long que des discours, mais plus lumineux de vérité, au mensonge électoral qui perpétue l'esclavage des producteurs et l'arrogance de ses parasites, nous opposons l'action directe qui délivrera les cent mille prisonniers français enfermés dans les grottes républicaines.

Garde ta maison contre son gardien. Quand chacun s'aide, personne ne crève. L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

A TRAVERS LE PAYS

UN DERAILLEMENT DANS L'ARIEGE

Foix, 15 avril. — Par suite d'une erreur d'aiguillage, l'un des wagons du train n° 3603, venant de Boussens, a déraillé et s'est renversé à 200 mètres de la gare de Saint-Girons.

Tous les voyageurs du wagon ont été plus ou moins confusés. L'un d'entre eux, Mme Ginet, âgée d'une soixantaine d'années, a été grièvement blessée, que son état est considéré comme désespéré.

Bien que la ligne principale ait subi de graves dégâts, le service est normalement assuré.

LE FOU

Chalon-sur-Saône, 15 avril. — La nuit dernière, 6, rue Saint-Vincent, à Chalon-sur-Saône, le jeune Nofrot, 24 ans, employé de commerce, crut que son éléphant d'argente et son éléphant d'ivoire étaient volés. Il a bien fait, M. Poincaré, et il n'est personne qui n'applaît à son initiative. Mais pourquoi donc n'intervient-il pas, maintenant, en faveur d'Acher ? Madrid est plus près de Paris que Paris, et il y a un ambassadeur d'Espagne.

Chalon-sur-Saône, 15 avril. — La nuit dernière, 6, rue Saint-Vincent, à Chalon-sur-Saône, le jeune Nofrot, 24 ans, employé de commerce, crut que son éléphant d'argente et son éléphant d'ivoire étaient volés. Il a bien fait, M. Poincaré, et il n'est personne qui n'applaît à son initiative.

Le jeune meurtrier, qui est l'ainé de huit enfants, a été admis à l'hôpital dans un état grave. — (Radio.)

LEURS DIVIDENDES

LES TAMPONNEURS

Paris, 15 avril. — Vers 12 h. 10, une auto conduite par M. Adrien Vaillant, 27 ans, demeurant à Argenteuil, a pris en écharpe la moto de petit chemin de fer du Jardin d'acclimatation. Le conducteur de la moto, Jean Biriaux, transporté à l'hôpital avec une fracture du crâne, y est décédé peu après. M. Vaillant a été écrasé.

Le 15 avril, — Un marin du vapeur hollandais « Boomberg », en déchargeant dans le port de Paimpont, le nommé Feye Haaina, dix-huit ans, tomba dans la calle d'une hauteur de huit mètres environ et se fractura le crâne ; bien qu'il ait subi la trépanation avec succès, on redouta une issue fatale.

UNE MINE EXPLOSE

Perigueux, 15 avril. — Occupé à la construction d'un pont sur la Vé

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Dans le bronze. — Chaque jour amène un événement nouveau. Les maisons qui avaient accordé satisfaction aux ouvriers, les maintiennent. Les patrons qui préfèrent envoyer des lettres de menaces devront s'apercevoir bientôt qu'on les « laisse tomber », car nos camarades ne rentreront qu'après avoir obtenu satisfaction. Ils sont sur la bonne voie. Un grand Conseil syndical élargi aura lieu aujourd'hui, 16 avril, à 18 heures, salle Pelloutier, Bourse du Travail. Chaque maison doit être représentée par un délégué, qui apportera ses suggestions.

Cousu-main de Paris. — La deuxième main-coureuse patronale sera déjouée comme la première, car elle est cousue de fil blanc et sent le mensonge. Le syndicat ouvrier n'a jamais été saisi d'une offre de discussion sur les tarifs déposés ; seule la maison Pérugia a causé avec les représentants ouvriers.

Et alors que les patrons disent à leurs ouvriers : « Le syndicat des ouvriers ayant refusé tous pourparlers avec le ministre du Travail, etc... », ces messieurs mentent, car ils n'ont jamais proposé aucune demande d'entrée en pourparler avec le syndicat et n'ont jamais daigné répondre au cahier de revendications qui leur a été déposé.

Les ouvriers et ouvrières de la corporation du couso-main sont priés de ne pas répondre aux différentes offres individuelles faites par les patrons. Le syndicat, qui a déposé, au nom de la corporation, le cahier de revendications, se tient à la disposition des patrons qui voudront bien communiquer avec lui.

Pour répondre aux manœuvres patronales, tous les corporants sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, ce soir, à 20 h. 30, salle Ferrer, Bourse du Travail. Présence de tous obligatoire.

Tonneliers et similaires de Paris. — Les tonneliers de la maison Morel frères, rue de l'Yonne, à Charenton, ayant demandé une augmentation de salaire, eurent la surprise de voir que l'un d'eux ne profitait pas de cette augmentation accordée aux autres.

N'acceptant pas cette manœuvre de division tentée par leurs patrons et se solidarisant avec leur camarade, les ouvriers ont tous quitté le travail lundi matin 14 avril.

Aucun tonnelier ne doit se présenter dans cette boîte. — *Le Syndicat unitaire.*

Dockers de Dunkerque. — Estimant trop tardive la réponse du Comité de défense à leurs demandes de relèvement de salaires, les dockers occupés au déchargement des grains et du minerai ont abandonné le travail qu'ils avaient consenti à reprendre, après une courte suspension.

Le Comité de défense s'est réuni d'urgence pour examiner la situation. Les grévistes sont plus de cinq cents.

L'ACTION du Bâtiment parisien

DANS LE CIMENT

La maison Chouard a de nombreux chantiers, tant à Paris qu'en province, la plupart tenus par des marchandises. Il en est un aux Invalides où veut régner une sorte de fasciste qui a déjà réussi à faire partir un délégué du chantier et veut être obéi et servi en dictateur ; mais les camarades ne lâcheront pas facilement ce chantier et, au contraire, d'autres iront pour les aider à faire l'action nécessaire sans oublier celle qui doit se faire sur les autres chantiers et de toutes les façons.

Les anciens délégués du chantier du Moulin de Paris, quai de la Gare, sont priés de passer au siège.

AUX CHARPENTIERS EN FER

À la suite des décisions prises à notre assemblée générale, une certaine effervescence se fait sentir chez les gars de la ferraille. Après la mise en application de nos décisions, un air nouveau souffle sur les chantiers. La lâcherie dans laquelle les Ferrailleurs étaient plongés depuis quelque temps semble bien disparue.

Serait-ce le temps d'action d'autrefois qui renait, alors que toutes nos forces étaient coalisées contre les exploiteurs ?

À la vie chère, le chômage voulu et organisé par les patrons, il ne nous est plus possible de rester indifférents à l'appel de notre organisation.

Reprends le chemin de la Bourse du Travail, nous y retrouverons les vieux compagnons de lutte avec lesquels nous mènerons le combat pour notre bien et celui de notre famille. Abstraction des querelles personnelles, plus de soliveaux, plus de gros-culs, le mot de ralliement est : Tous au Syndicat et à l'action !!!

P.S. — N'oubliez pas que depuis quelque temps nous avons à déplorer nombre d'accidents graves dans notre corporation pour cause de tâcheronnat ou manque de matériel. Souvenez-vous des années 1906 à 1912, où la solidarité se faisait sentir. Nous espérons que nous sommes toujours animés des mêmes sentiments et que nous nous ferons un devoir de passer des listes de souscription pour nos camarades blessés.

Centralisez les fonds au S. U. E., Bourse du Travail.

LES TRAVAILLEURS DE LA PIERRE

Dans son assemblée générale du 13 avril, le Syndicat, après avoir envisagé la situation tant au point de vue salaire que duré travail, enregistrant la volonté bien déterminée des entrepreneurs de n'accorder des augmentations de salaires que par des heures supplémentaires, ce qui serait la violation de la loi de huit heures ; décide que par tous les moyens le cahier de revendications posé par la 13^e région sera mis en application dans tous les chantiers à partir du lundi 14 avril, c'est-à-dire les huit heures intégrales, 5 francs pour les compagnons sur le chantier et 6 francs pour les ravalement.

Tous à l'action !

LA DISPUTE AU CAMP D'AGRAMANT

Rassemblons les forces syndicalistes

La querelle qui met aux prises les chefs de l'armée qui assiègent le Syndicalisme de tous les pays prend des proportions épiques.

Après les rudes batailles que viennent de se livrer en Russie Zinoviev et Trotsky, voici qu'après l'évitement de Brandler par la gauche allemande, Treint et Souvarine luttent également pour conquérir ou conserver la suprématie en France.

Bien entendu, dans chaque pays, les grands chefs ont, avec leurs partisans, des adversaires impitables.

En Russie, Zinoviev et ses amis triomphent, momentanément peut-être, de Trotsky et de Radek ; en Allemagne, la fraction de gauche domine la fraction dite de droite. Et la disgrâce dépassant Brandler va, dit-on, jusqu'à atteindre Clara Zetkin.

En France, un trio s'est formé avec Souvarine, Monatte et Rosmer, tous vieux amis et créatures de Trotsky. Les Chambelland, les Godomnèche, suivent prudemment le prudent Rosmer, ce pendant que le malin Tomasi, misant sur les deux faiseurs, observe et se réserve. Dame, la chose mérite réflexion. Est-on jamais sûr de quelque chose avec ces sacrés Russes. Voulez-vous, par exemple, Trotsky, transformé de vaincu momentanément en vainqueur définitif. Tomasi et d'autres ont pensé à cela. Aussi ne s'aventurent-ils point à porter des jugements dangereux. Ils laissent cela, tout en suivant discrètement les Treint, Ilbert, Suzanne Giraud et Semard. Voilà des gaillards qui ne pèsent pas lourd si Trotsky reprend le dessus.

Toutes ces luttes n'auraient pour nous qu'un médiocre intérêt si, en dehors de l'affaiblissement des forces adverses, elles ne venaient apporter un peu de clarté sur des événements récents, sur ceux d'Allemagne en particulier.

**

Lorsque nous dénonçons ici, dans la presse, à Bourges, le bluff de la soi-disant révolution ouvrière, avons-nous été assez insultés, assez traités de contre-révolutionnaires ?

Et qui est-ce qui nous donne raison aujourd'hui ? Monalte, pas moins !

Les déclarations qu'il fit au comité-directeur le 18 mars 1924, parues dans le *Bulletin Communiste*, n° 14, du 17 avril, sont singulièrement édifiantes. Il faudrait pouvoir en reproduire ici le texte intégral. Citons-en les passages essentiels.

Voici ce que Monatte consacre à la question allemande :

Il paraît que le Parti français a soutenu la droite du Parti communiste allemand. Celui qui sera surpris de l'apprendre, c'est bien le Parti français. Il n'a pas plus été avec la droite qu'avec le ceptre ou qu'avec la gauche ; il a été avec son parti frère tout entier et avec la révolution allemande.

Insuffisamment renseigné, mal renseigné, il est certain que nous l'avons été, avant et après la rétraite d'octobre. Tout d'abord par les camarades QUI AVAIENT VU DES CENTAINES DE MILLIERS DE FUSILS LA OU IL N'Y EN AVAIT PAS LA TRENTIÈME PARTIE. Ensuite par les correspondants de « l'Humanité », et par les délégués du Parti. Il ne suffit pas d'écrire ou de signer le texte des quatorze pour se laver du reproche d'aveuglement. De même qu'il ne suffit pas de faire son « mea culpa » sur la poitrine du poisson, ou bien encore sur le sein de la déesse abs.

Que pensent de cela les pèlerins syndicalistes qui allèrent se renseigner en Allemagne ? Que répond à cela notre Leboeuf, syndicaliste qui, revenant de Saxe et de Thuringe, nous versait son enthousiasme débordant dans les colonnes de l'*Humanité* ?

Que vont opposer tous ces singuliers journalistes qui avaient, eux aussi, rencontré les fusils, les mitrailleuses, et jusqu'aux boutons de guêtres ? Que répond enfin Richelet, qui savait et s'est tu jusqu'à Bourges et depuis ?

Ayons-nous dit autre chose que Monatte ? Nos affirmations avaient ceci de supérieur à celles de l'*Humanité* ? Elles étaient puissées à la source et vérifiées.

Nous savions que tot ou tard, il serait reconnu que le mouvement allemand n'avait pas eu le caractère qu'on voulait lui donner ; qu'il n'avait eu ni la profondeur, ni les moyens d'action qu'en lui prétrait, et conséquemment qu'on ne pouvait le soutenir avant qu'il existât.

Merci à Monatte de le confirmer. L'affirmation est d'importance, et celui qui la lance ne le fait pas à la légère.

Voilà un point qui est définitivement éclairé. Une fois de plus, la minorité avait raison contre une majorité criminellement aveuglée, dont la sottise a failli mener la classe ouvrière française à la plus sanglante, à la plus irrémédiable des défaites, sans préparation, sans plan, sans appui possible.

Il faut encore citer cette autre partie de la déclaration de Monatte qui a trait aux méfaits du centralisme marxiste :

Très souvent, la difficulté n'est pas d'accomplir son devoir, mais de le connaître. C'est évidemment le plus difficile dans la crise présente du parti. On ne le guérira pas au moyen d'une résolution d'unanimité votée au sein du comité-directeur. La révolte sera trop proche et trop certaine. La fièvre tenace du sommet tient pour une large part au fait que depuis un an, la direction du Parti s'est chargée seule de l'examen de toutes les questions sans appeler le Parti à y collaborer. ELLE A VOULU LUI EVITER LA PEINE DE PENSER. LE CENTRALISME MÉCANIQUE N'A ETE BON NI POUR LA TETE NI POUR LES MEMBRES.

Pour mesurer qu'elle soit dans les termes, cette condamnation de l'automatisme centraliste, de la discipline inanimée, de l'oléosse passivité des membres froids à la tête « en fièvre » n'en constitue pas moins la confirmation de tout ce que nous

avons déclaré jusqu'à ce jour. On dirait presque du Monatte première manière, comme d'Amsterdam. Congrès anarchiste de 1907.

Et maintenant, retenez encore cet aveu dépourvu d'artifices en ce qui concerne le « front unique » si cher à ce « plumeur enragé » qu'est le capitaine Treint.

On nous dit qu'une nouvelle phase du front unique commence. Ailleurs peut-être, ici non, car la France n'a autant dire pas appliqué le front unique. Elle n'a pas su manier cette tactique.

ELLE NE L'A PAS SU PARCE QUE L'ELLE N'Y A TROP SOUVENT VU QU'UN MOYEN DE MANGEUR L'ADVERSAIRE, ET NON PAS UN MOYEN D'ENTRAÎNER LA CLASSE OUVRIÈRE A UNE ACTION DONNÉE.

Le front unique exige des mots d'ordre justes et clairs traduisant les nécessités du moment et les besoins de la classe ouvrière. Faute de ces trempins d'action, le front unique ne peut être qu'une vainque et parfois dangereuse gymnastique oratoire.

Qu'on s'étonne maintenant que le « front unique », cette consécration de la scission, n'ait pas eu de succès en France. Allez donc croire à la bonne foi de borgues qui n'ont d'autre idée que de vous rouler et se moquer du succès de l'opération qu'ils vous proposent comme de leur première opinion ?...

Ecoutez encore Monatte :

Il — le front unique — exige l'esprit ouvrier et le sens révolutionnaire, et non pas certain esprit doctrinal toujours prêt à bénir ou à maudire le travail fait ou pro

jeté.

N'est-ce pas là toute la pensée de nos communistes ? L'esprit doctrinal sans aucun sens des réalisations, de l'esprit ouvrier, et aussi, par-dessus tout, le désir d'accaparer le succès, si succès il y a, ou rejet de responsabilités sur l'associé s'il y a échec. Cette politique des « tourments brûlants », chère à Lénine, est peut-être bonne — ce qui n'est pas certain du tout — mais elle est incontestablement malhonnête. Elle ne peut aboutir qu'à la « mise à l'index » de ceux qui la pratiquent et s'en réclament. C'est ce qui attend le Parti communiste.

Alors qu'il eût pu obtenir le concours ou l'adhésion du Proletariat révolutionnaire ou tout au moins sa neutralité bienveillante, sa soif de domestication, son caporalisme, son uniformisme, sa négation des contingences, sa méconnaissance voulue des différences sociales, son dédain des forces psychiques, son bas matérialisme, qui n'est pas plus historique que scientifique, en ont fait un objet de haine, de répulsion, un « repoussoir ».

Il ne méritait pas cela. Seuls, les mégamones de la dictature, les sois orgueilleux qui se prétendent « élite du prolétariat », et sont parfaitement incapables de soutenir cette prétention en l'appuyant par des arguments sérieux, sont responsables de cet état de choses. Nous qui pensons que le Syndicalisme sera la vraie réalisation du communisme, nous avons tout fait pour que ce communisme autoritaire ne soit pas racine en notre pays.

Ni les entrevues que les syndicalistes eurent avec les communistes, ni les lettres qu'ils adressèrent au Kremlin, ni les conversations qu'ils eurent ici avec les représentants de Moscou, ni la visite de Griffoeilles à Lénine, Trotsky, Zinoviev et Lozovsky, faite en novembre-décembre 1921, n'ont pu empêcher que l'irréparable s'accomplisse.

Le Syndicalisme, ses militants n'ont aucune responsabilité dans le mortel conflit actuel. Ils en auraient une demain si, en face du péril connu, dénoncé par eux-mêmes mêmes qui sont à l'origine de ce conflit, ils ne rassemblaient pas leurs forces en un seul bataillon pour vaincre définitivement un adversaire dont le déclin s'avère un peu plus chaque jour.

Mais, au fait, quel choix mon « ami intime » fait-il en l'occurrence ? Est-il « Trotskyiste » avec Monatte, ou « Zinovieviste » avec Semard, ou « staliniste » avec Toto ?

En tout cas, restons à notre poste d'observation. Le spectacle ne va pas manquer d'intérêt.

La fin du cauchemar s'annonce, le péril s'éloigne. Soyons prêts pour les lendemains qui s'annoncent, pour reconstruire le Syndicalisme dévasté, et qui doit renaitre pour faire face à de nouveaux ennemis.

Pierre BESNARD.

Les mises à l'interdit

LE PORT DE LA ROCHELLE

Les marins pêcheurs, chauffeurs et souliers sont informés que le port de La Rochelle est mis à l'interdit, que, par conséquent, ils ne doivent point accepter d'engagements pour les chalutiers de ce port.

Les équipages de ces navires ayant mis « sac à sac » pour appuyer leurs revendications déposées depuis un certain temps, le Bureau fédéral de la Fédération Nationale des Syndicats Maritimes a la conviction que tous les marins respecteront cette mise à l'interdit. — *Le Bureau fédéral.*

LES METAUX DE DENAIN

Nous invitons les camarades métallurgistes, notamment les modeleurs, mouleuses, soudeurs, chaudronniers, ainsi que les ouvriers dont les métiers se rapportent à la métallurgie, de ne pas se diriger aux Anciens Etablissements Cail, à Denain (Nord), où les ouvriers luttent pour une augmentation de salaires et le respect de la loi de huit heures. — *Le secrétaire : MONNIER.*

LES PEINTRES DE RUEIL ET ENVIRONS

Les ouvriers peintres de la région parisienne sont invités à ne pas se diriger sur Rueil, Chatou, le Vésinet, Saint-Germain, etc... Un mouvement de grève vient d'éclater, le patronat refusant d'examiner les revendications posées par le syndicat.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : *Baptistin FRAYSE*

Imprimerie spéciale du *Libertaire*
10-12, rue Paul-Lelong, Paris

DANS LA CHAPELLERIE

LE SYNDICAT obtient des avantages

Le Syndicat ouvrier de la Chapellerie, adhérent à la C. G. T., vient de conclure un contrat avec les patrons qui est un succès syndical. Le fait est assez rare en cette époque de division et d'impuissance. Enregistrons donc cette victoire syndicale avec plaisir.

Une augmentation de 25/0 en moyenne a été obtenue par le syndicat pour les travailleurs de la catégorie haute mode, ainsi pour celle du chapeau d'homme. Il est utile de souligner que contrairement à beaucoup d'autres corporations, aucune diminution de salaires n'avait été consentie par le Syndicat ouvrier en 1921, mais qu'en contrepartie une augmentation sur l'année 1920.

Ces résultats ont été obtenus grâce à l'esprit d'unité et de discipline syndicale qui a toujours régné au sein de cette organisation qui groupe cependant des camarades de tendances diverses.

Ce n'est pas avec du bluff et des effectifs squelettiques que la classe ouvrière arrivera des avantages au patronat.

Le succès des chapeliers et des modistes devrait faire comprendre à tous que le syndicalisme doit être la maison commune de tous les exploités et non un champ d'expériences désastreuses pour les sectes extérieures.

CHEZ LES POSTIERS